

"Marie Claire" lance son think tank "Agir pour l'égalité", capitalisant sur la puissance de son média afin de lutter contre les inégalités entre les femmes et les hommes

Après la "mode", la "beauté", les "célébrités" ou encore à la "société", une rubrique "think tank". Récemment apparu sur le site de "Marie Claire", ce nouvel onglet signale la création par le magazine de cet espace de réflexion. Pensé de façon à "agir pour l'égalité", ce think tank est le premier à être "porté par un magazine féminin", souligne l'équipe du mensuel, pour laquelle "l'égalité femme-homme" représente "un enjeu prioritaire".

"Marie Claire" s'est toujours engagée auprès des femmes et porte naturellement et sincèrement la défense de leurs droits", assure Mme Gwénaëlle THEBAULT, interrogée par "La Correspondance de la Presse". Alors que le sujet de l'égalité entre les sexes "n'est pas réglé", la directrice générale adjointe du groupe de presse juge qu'il est "temps de passer à l'action, au-delà de nos médias". Et la période actuelle lui semble être idoine, compte tenu de la sensibilité de la société sur la thématique et l'agenda politique. En effet, rappelle-t-elle, "le gouvernement d'Emmanuel MACRON a inscrit l'égalité femme-homme au cœur des priorités du quinquennat".

Avec ce think tank, porté par Mme Marianne MAIRESSE, directrice de la rédaction du mensuel, "Marie Claire" entend endosser "son rôle de lanceur d'alertes et de média engagé dans l'action", son ambition étant de "sensibiliser le plus grand nombre grâce à la puissance de son média", qui revendique "une audience globale de 5 millions de femmes et d'hommes". Il n'est toutefois pas exclu que d'autres titres du groupe soient également associés à l'initiative.

Des entreprises associées à l'initiative parmi lesquelles Radio France et Salesforce France

Santé, éducation, emploi, tech... En partenariat avec le Connecting Leaders Club présidé par Mme Valérie HOFFENBERG, le cercle de réflexion se réunira six fois par an pour réfléchir à un sujet en termes d'inégalités. Celles salariales seront abordées lors du premier rendez-vous, le 12 septembre, en présence de la secrétaire d'Etat à l'égalité entre les Femmes et les Hommes, Mme Marlène SCHIAPPA. "C'est un engagement qu'on prend dans la durée", assure Mme THEBAULT. Ainsi, l'institut Harris Interactive, partenaire de l'initiative, réalisera, en amont de chaque rencontre, un sondage "pour prendre le pouls de la population vis-à-vis des thèmes abordés". Et, par la suite, des enquêtes permettront de "suivre l'évolution" des sujets, les éventuelles avancées.

Plus encore que la réflexion, "Marie Claire" souhaite "travailler sur des propositions concrètes qui seront remontées auprès des acteurs concernés", explique Mme THEBAULT. A cet égard, le titre veut croire que "son réseau international permettra des échanges de bonnes pratiques sur tous les grands enjeux de l'égalité". Il s'appuiera également sur "des entreprises partenaires, précurseurs sur les thèmes de la diversité et de l'égalité : Salesforce France, L'Oréal, Natixis, CSP The Art of Training et Radio France". D'autres entreprises sont annoncées d'ici 2019.

Prônant l'égalité, le think tank aura une composition paritaire : autant d'hommes que de femmes, représentatifs de la mixité civile et professionnelle, pointe Mme THEBAULT. Il sera aussi doté d'un comité scientifique d'une vingtaine de personnes, parmi lesquelles la présidente du comité diversité de Radio France. Son rôle sera de valider les propositions émises lors des sessions du think tank.

Si les lecteurs du journal n'ont pas vocation à participer aux réunions du think tank, ils auront toutefois "rendez-vous" avec lui, chaque mois, dans les pages de "Marie Claire" : il s'agira d'une présentation de la prochaine thématique ou un compte-rendu des débats de la précédente. De plus, la rubrique sur le site doit permettre de faire vivre les échanges et d'animer la réflexion en continu.

L'ambition de "Marie Claire" est, in fine, de rassembler l'ensemble des propositions "dans un Livre Blanc" et de les présenter "lors d'une grande journée ouverte au public" avant de les remettre "aux instances politiques et au président de la République".